



CONFEDERATION SUISSE

**DISCOURS
DE**

M. PHILIPPE ROCH

**SECRETAIRE D'ETAT
ENVIRONNEMENT, FORETS ET PAYSAGE**

**SIXIEME CONFERENCE DES PARTIES
CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR
LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
LA HAYE, LE 21 NOVEMBRE 2000**

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les délégués,

J'adresse mes sincères remerciements au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour l'accueil qui nous est réservé à l'occasion de la sixième Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Mes remerciements tout particuliers et mon admiration au Président de la Conférence Jan Pronk pour l'engagement sans limite dont il a fait preuve depuis des mois pour nous donner le maximum de chances de succès.

Ces dix dernières années ont été les plus chaudes du siècle, et l'année 1998 a été la plus chaude de ces dix dernières années. Dans le monde entier les catastrophes naturelles se multiplient, même en Suisse : l'ouragan Lothar à la fin de l'année passée, des éboulements et des inondations cette année, avec destructions de bâtiments et pertes de vies humaines. Plus personne ne doute que le réchauffement climatique de notre planète est une réalité et que les causes en sont l'utilisation massive et inefficace des énergies fossiles et la déforestation.

Cette situation dramatique nous concerne tous. Elle appelle donc de nous tous un engagement et des décisions qui conduisent clairement à une réduction massive et durable des émissions de gaz à effet de serre. Voilà pourquoi nous devons conclure le Plan d'Action de Buenos Aires ici à La Haye.

Les événements récents sur le marché du pétrole nous ont donné des signaux très intéressants :

- L'augmentation brutale du prix du pétrole a montré combien nos économies dépendent de manière majeure des énergies fossiles, au point que certains gouvernements ont pris des mesures d'urgence pour atténuer les effets de la hausse. Ceci démontre que nous avons tout intérêt à ce que le renchérissement du prix des agents énergétiques fossiles soit progressif, pour permettre aux économies de s'adapter.
- D'un autre côté le marché a produit ce que nous devons faire depuis longtemps : fixer un prix des matières premières non renouvelables qui corresponde à leur rareté et à leurs effets sur l'environnement. A moyen terme un prix plus élevé du pétrole et du gaz profite à tous : il permet de réduire la consommation tout en assurant aux pays producteurs des revenus équivalents, mais beaucoup plus durables. Ce prix élevé incite en outre au développement et à la mise en œuvre de technologies énergétiquement plus efficaces. La stabilité du climat en profite, les économies des tous les pays en profitent, les populations de toute la planète et les générations futures en profitent.

Nous devons donc prendre ici à La Haye des décisions claires qui permettent la ratification et la mise en œuvre de la Convention et du protocole de Kyoto.

La Suisse se montrera flexible sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la convention et du protocole de Kyoto, mais elle sera intransigeante quant aux buts à atteindre. Nous ne saurions nous contenter d'exercices comptables : nous voulons atteindre une réduction effective des émissions de gaz à effet de serre et finalement une stabilisation de leur niveau dans l'atmosphère.

Mécanismes

Les mécanismes de flexibilité du Protocole sont une approche prometteuse qui peut promouvoir un transfert effectif et massif de technologies. Nous sommes donc très intéressés à définir les conditions qui permettront de les utiliser.

Je tiens toutefois à rappeler que pour la Suisse les mécanismes de flexibilité sont additionnels, c'est à dire qu'ils s'ajoutent aux efforts qui doivent impérativement être consentis au niveau national.

Financement

Les moyens additionnels nécessaires à la mise en œuvre de la convention et du protocole doivent essentiellement être fournis par les canaux bilatéraux et multilatéraux existants, par une reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM/GEF) qui soit sensiblement supérieure à la précédente, et les mécanismes de flexibilité.

Puits

Pour la Suisse, une réduction durable des émissions de gaz à effet de serre passe prioritairement par une diminution des sources.

Nous sommes toutefois convaincus qu'une promotion des puits de carbone peut présenter des avantages considérables pour la stabilisation du climat, comme pour l'environnement en général, par exemple dans les domaines des forêts, de la diversité biologique, de l'agriculture durable et de la lutte contre la désertification, pour autant que l'on parvienne à maîtriser les conditions de réalisation et de contrôle de l'utilisation de ces puits, en conformité avec les conventions multilatérales qui régissent ces différents domaines.

Les difficultés de réalisation et de comptabilisation des puits sont telles qu'il sera difficile de les utiliser de manière étendue avant la deuxième période d'engagement.

Compliance

Un système de respect des obligations (compliance) rigoureux, mais praticable doit dissuader ceux qui ne font pas les efforts requis, et aider les pays qui ont des difficultés passagères à atteindre leurs objectifs.

Capacity building et transfert de technologies

La Suisse prend très au sérieux la poursuite de la mise en œuvre de la Convention, en particulier les besoins des pays en développement. Nous soutenons en particulier les efforts de l'UNITAR, du FEM, du PNUE, du PNUD et de la Banque Mondiale (programme NSS) dans le domaine du capacity building.

La Suisse soutient également les programmes de l'UNIDO pour la création de centres de technologies propres dans différentes régions du monde, pour favoriser le transfert de technologies.

Mise en œuvre en Suisse

La Suisse a déjà pris les dispositions pour remplir ses obligations dans le cadre du protocole de Kyoto. La loi sur la réduction des émissions de gaz carbonique a été adoptée par le Parlement, et les négociations ont commencé avec les milieux industriels et les milieux des transports pour tenter d'atteindre les objectifs du protocole par des mesures volontaires. La Suisse s'engage en outre dans la reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM/GEF) avec pour objectif une augmentation sensible des contributions.

Merci, Monsieur le Président.

Mr President,
Distinguished delegates,

I would like to express my heartfelt gratitude to the Government of the Netherlands for the hospitality we are being offered on the occasion of the 6th Conference of the Parties of the UN Climate Convention. My special thanks and respect go to the president of the conference, Minister Pronk, for his untiring efforts over the past few months to ensure the best possible conditions for a successful outcome of this important event.

The last ten years have been the warmest of the 20th century and 1998 was the warmest year of the last decade. All over the world natural disasters are multiplying. Switzerland hasn't been spared, having been hit by the severe cyclone Lothar at the end of 1999 and recent mudslides and flooding have caused our country to suffer the loss of human lives and the destruction of many homes. Nobody can seriously doubt that global warming has become a reality on our planet and that the reasons are the excessive and inefficient use of fossil energy as well as ongoing deforestation.

This dramatic situation is of concern to us all. We are called upon to make efforts and take decisions that will lead to the extensive and sustained reduction of greenhouse gas emissions. Thus, we must conclude the Buenos Aires Plan of Action here at The Hague.

The recent developments on the oil market have given us some very important signals:

- The abrupt rise in petrol price has demonstrated how heavily our economies depend on fossil energy. Some governments have taken emergency measures to soften the consequences. We all have a stake in prices with predictable rate increases so that our economies can adapt.
- On the other hand the market has achieved what we should have done for a long time. It set the price for non-renewable resources at a level that corresponds to their scarcity and impact on the environment. In the medium term, a higher price for oil and gas will be to our common benefit by reducing consumption while assuring a steady but much more sustained income for producer countries. In addition, higher prices are an incentive for the development and the implementation of energy-efficient technologies. Climate stability will profit all countries' economies, the populations of all nations as well as future generations.

Here at The Hague we must take clear decisions that will clear the path to ratification and the implementation of the Kyoto Protocol.

Switzerland is flexible about the means to reach the objectives of the Climate Convention and the Kyoto Protocol but it will be absolutely firm when it comes to the goals that are to be reached. We are not prepared to engage in a mere bookkeeping exercise. We want to see real reductions in greenhouse gas emission levels that will lead to the stabilization of greenhouse gas concentrations in the atmosphere.

Mechanisms

The flexible mechanisms of the Kyoto Protocol are a promising way to promote an efficient and extended transfer of technologies. Thus, we are very interested in defining the modalities that will allow their use.

Nevertheless, I would like to recall that for Switzerland, the Kyoto mechanisms are supplementary, that is, that they are in addition to the efforts that must be made at the national level.

Financing

In essence, the additional means to implement the Convention and the Protocol must be made available through existing bilateral and multilateral institutions by replenishing the GEF substantially beyond the previous phase. In addition, the flexible mechanisms themselves should represent an important means of financing.

Sinks

For Switzerland, any lasting reduction of greenhouse gas emissions demands that priority be given to decreasing sources.

Nevertheless, we are convinced that the enhancement of carbon sinks can have significant advantages for climate stabilization as well as for the environment in general. If we find an appropriate way to manage the use of sinks to conform to the relevant multilateral conventions, carbon sinks can simultaneously contribute to enhanced biodiversity, sustainable agriculture, or combating desertification.

The difficulties in implementing and accounting for sink activities are of a magnitude that will make it difficult to use them to any considerable extent before the 2nd commitment period.

Compliance

A strict but feasible compliance system must serve to discourage those who don't undertake the required efforts and to help those who temporarily face difficulties in attaining their objectives.

Capacity building and technology transfer

The implementation of the Convention is an ongoing concern for Switzerland, in particular with regard to the needs of developing countries. We support the efforts of UNITAR, the GEF, UNEP and UNDP as well as the World Bank (National Strategy Studies programme) in the domain of capacity building.

Switzerland, which favours technology transfer, also supports the UNIDO programme on the creation of clean technology centres in different regions of the world.

Implementation in Switzerland

The necessary measures to fulfil the obligations under the Kyoto Protocol are in place in Switzerland. The law on the reduction of CO₂ emissions has been adopted by the Parliament and negotiations are currently underway with industry and transport representatives to achieve the Kyoto target through voluntary agreements. In addition, Switzerland is taking part in the replenishment of the GEF and intends to substantially increase its grant.

Thank you, Mr. President.